

---

# Droit Administratif Des Biens

---

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Traité de droit administratif

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens Domaine public et privé. Travaux et ouvrages publics -  
8e ed.

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

L'essentiel du droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens - 13e ed.

Les grandes décisions du droit administratif des biens

Fiches de droit administratif des biens

Cours de droit administratif des biens

Droit administratif des biens - 2e ed.

Droit administratif des biens

Cours de droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Cours de droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Traité de Droit administratif

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens

Droit administratif des biens - 7e éd.  
Droit administratif des biens (D.A.B.)  
Droit administratif des biens  
Le droit administratif des biens en cartes mentales

*Droit  
Administratif  
Des Biens*

*Downloaded  
from  
[tafayor.com](http://tafayor.com) by  
guest*

---

**EDDIE KAYDEN**

---

Droit administratif des  
biens LGDJ

Le cours de "droit  
administratif des biens"  
fait suite au cours de  
"droit administratif  
général" dont il reprend la  
présentation. A l'exposé  
actualisé du droit  
accompagné d'encadrés

destinés à rendre réalistes  
et vivants des concepts  
parfois austères,  
s'ajoutent des exercices  
pratiques (thèmes de  
réflexion, commentaires  
d'arrêts et notes de  
synthèse) et leurs  
corrigés méthodiques  
dans un but pédagogique.  
Le droit des biens publics  
est riche d'un passé  
vénérable et repose sur  
de grands principes  
mobilisateurs :

l'affectation au public ou  
au service public, le but  
d'utilité publique. Il  
connaît actuellement une  
mutation profonde du fait  
de la valeur patrimoniale  
des biens et du  
développement des  
partenariats public-privé.  
Il faut alors s'interroger  
sur la protection à  
apporter à ces propriétés  
publiques qui ne sont pas  
des "biens marchands"  
comme les autres.

L'ouvrage s'ordonne autour de trois parties : le domaine public, l'expropriation, les travaux publics. Il cherche à mettre en valeur les évolutions qui ont profondément marqué ces trois matières au coeur d'enjeux politiques, économiques et sociaux puissants. Qu'il s'agisse de l'immixtion du droit européen, de la valorisation économique des propriétés publiques, du droit de la concurrence, de celui de la commande publique (marchés et concessions

de travaux publics), des garanties apportées au droit de propriété contre l'expropriation et les servitudes, un soin particulier est accordé aux évolutions récentes de la jurisprudence et des textes. Cette actualisation concerne les ordonnances de 2015 et 2016 sur les marchés publics et les concessions, mais aussi le Code général de la propriété des personnes publiques et le Code de l'expropriation, objets de réformes récentes. Cet ouvrage s'adresse aux étudiants et aux

praticiens. Il est aussi adapté à la préparation aux concours administratifs.

*Droit administratif des biens* Editions Ellipses

Ce Mémento présente de manière claire et détaillée le droit applicable aux biens mobiliers et immobiliers de l'administration. Ces biens employés par l'administration sont soumis à un régime particulier et différent du droit privé. Cet ouvrage étudie les caractéristiques particulières des biens que possède

l'administration (domaine public-domaine privé), les modes d'acquisition des biens (expropriation pour cause d'utilité publique), les travaux effectués sur les biens (travaux publics), etc.

#### Droit administratif des biens Studyrama

Parmi les constructions du droit administratif, il en existe trois qui tournent spécialement autour du statut des biens publics. La première concerne le régime juridique des biens appartenant à l'administration. Elle recouvre les questions

relatives au domaine public et au domaine privé, aujourd'hui codifiées dans le Code général de la propriété des personnes publiques. La deuxième concerne la manière dont l'administration construit, répare et entretient les ouvrages qui lui appartiennent et les responsabilités qu'elle encourt dans le cadre de ces activités. Elle englobe les questions relatives aux travaux et ouvrages publics et, plus particulièrement, aux marchés et concessions

de travaux publics, dont le régime vient d'être profondément renouvelé. La troisième concerne le pouvoir qu'a l'administration de prendre unilatéralement possession des biens qui sont nécessaires à la réalisation d'opérations d'utilité publique. Elle a trait aux mécanismes de l'expropriation récemment ordonnés dans un nouveau Code. L'ouvrage décrit ces trois constructions en tenant compte des mutations importantes qui les affectent à l'époque

contemporaine du fait de la montée des préoccupations de valorisation économique des biens publics, de l'enrichissement du droit administratif des contrats, notamment de ceux ayant un objet immobilier, des conséquences de l'application directe du droit communautaire sur la passation des contrats publics et de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit de l'expropriation, etc.

**Droit administratif des biens** Sirey

La neuvième édition de cet ouvrage, devenu un classique, entend rendre compte des évolutions récentes qui affectent le droit administratif des biens : nouvel équilibre entre protection et valorisation économique du domaine public ; gestion plus patrimoniale estompant le particularisme juridique du droit de la domanialité publique ; irruption remarquable du droit de la concurrence imposant sa logique à des activités de puissance publique ; nouveau Code des

marchés publics traduisant tout à la fois les exigences du droit communautaire relatives à la transparence des procédures et à la mise en concurrence en toute égalité des candidats de l'Union européenne et l'aspiration des personnes publiques à plus de souplesse et d'efficacité ; les critiques persistantes à l'égard de la procédure d'expropriation malgré de fréquents remaniements ; les difficultés à instituer un débat démocratique pour de grands travaux qui mettent en cause

l'environnement. Cette nouvelle édition intègre les premières applications du Code général de la propriété des personnes publiques et du nouveau Code des marchés publics. L'ouvrage propose une double lecture : rapide et pédagogique pour l'essentiel ou approfondie grâce aux notes de bas de page et aux références jurisprudentielles volontairement abondantes. Des documents illustrent les développements, ainsi que des thèmes de

réflexion et des sujets d'exercice, en fin de chapitres. L'ouvrage, conçu pour les étudiants en droit, les candidats aux concours administratifs et les agents de la fonction publique territoriale, s'adresse aussi à tous ceux qui se destinent au barreau, au notariat, à la magistrature, ou dont l'intérêt se porte vers la construction, l'immobilier ou l'urbanisme.

**Traité de droit administratif** Dalloz-Sirey

Un exposé analytique et didactique du droit

administratif des biens Le régime juridique des biens publics est très différent de celui des biens privés, en ce qui concerne le statut de ces biens, les travaux auxquels ils donnent lieu, les modes d'acquisition, etc. Il met en oeuvre de nombreuses prérogatives de l'administration tempérées par des garanties de procédure et par le contrôle exercé par le juge administratif ou judiciaire. L'ouvrage comporte trois parties : le domaine (public/privé) ; les travaux et ouvrages

publics ; l'expropriation pour cause d'utilisation publique. A jour des dernières modifications législatives, il analyse, dans une perspective théorique et pratique, l'état actuel du droit en cette matière, en tenant compte des mutations importantes de notre époque contemporaine, du fait de la montée des préoccupations de valorisation économique des biens publics, des conséquences de l'application directe du droit communautaire sur la passation des contrats

publics et de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit de l'expropriation, etc.

**Droit administratif des biens** Gualino Editeur

La treizième édition du tome 2 du Traité de droit administratif est, comme les précédentes, exclusivement consacrée à l'exposé du droit des biens de l'administration (propriété publique, domaine public et domaine privé, expropriation et réquisition, droit des travaux publics enfin) ;

l'étude de la fonction publique est distinguée et exposée de façon autonome dans le tome 5 du Traité. Cette modification formelle a permis de donner toute son ampleur à cet aspect essentiel du droit public économique que constitue le droit des biens, ensemble de matières en pleine évolution et qui est aussi l'occasion de rouvrir quelques-uns des grands débats du droit administratif général : place et pertinence des emprunts au droit privé ; rôle exact du régime



public et adéquation aux objectifs d'intérêt général poursuivis ; apports respectifs du droit écrit et de la jurisprudence ; encadrement des solutions traditionnelles du droit français par les droits communautaire et européen et par la jurisprudence du conseil constitutionnel. L'étude du droit des biens de l'administration est ainsi un élément essentiel de la formation juridique générale ; et c'est pourquoi elle se situe normalement en année de licence. Mais nous avons

souhaité conjuguer cette approche pédagogique avec les enseignements de la pratique, les interrogations qu'elle suscite et les réflexions qu'elle appelle. La présente édition a été complètement refondue pour tenir compte du nouveau code général de la propriété des personnes publiques, où se retrouvent certaines des analyses de la précédente édition de cet ouvrage et qui comporte, pour la première fois, une présentation écrite et cohérente de la matière

au service de la gestion de leurs propriétés par les personnes publiques. La table des principaux arrêts et jugements cités au texte a été actualisée en conséquence.

**Droit administratif des biens** Presses Universitaires de France - PUF

La 4e de couverture indique : "Le droit administratif des biens est au droit administratif général, ce qu'est le droit civil des biens au droit privé. Il en constitue une part essentielle, que structurent quelques

principes forts. Ceux-ci varient selon que l'on s'intéresse au droit de la propriété publique, au droit de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou encore à celui des travaux publics. Dans tous ces domaines, la législation et la jurisprudence tendent à concilier les exigences de l'intérêt général et la protection des droits des personnes privées. Cette conciliation se retrouve dans le détail des prérogatives à la disposition de l'administration, détail

décrit avec clarté et mesure qui font de ce manuel un ouvrage aussi utile aux étudiants qu'à tous les professionnels du droit. "

Droit administratif des biens Dalloz

Ce Mémento présente de manière claire et détaillée le droit applicable aux biens mobiliers et immobiliers de l'administration. Ces biens employés par l'administration sont soumis à un régime particulier et différent du droit privé. Cet ouvrage étudie les caractéristiques

particulières des biens que possède l'administration (domaine public-domaine privé), les modes d'acquisition des biens (expropriation pour cause d'utilité publique), les travaux effectués sur les biens (travaux publics), etc.

Droit administratif des biens Domaine public et privé. Travaux et ouvrages publics - 8e ed.

Gualino Editeur  
La sixième édition de cet ouvrage, devenu un classique, entend rendre compte des évolutions récentes qui affectent le

droit administratif des biens : nouvel équilibre entre protection et valorisation économique du domaine public ; gestion plus patrimoniale estompant le particularisme juridique du droit de la domanialité publique ; irruption remarquable du droit de la concurrence imposant sa logique à des activités de puissance publique... nouveau Code des marchés publics traduisant tout à la fois les exigences du droit communautaire relatives à la transparence des

procédures et à la mise en concurrence en toute égalité des candidats de l'Union européenne et l'aspiration des personnes publiques à plus de souplesse et d'efficacité ; les critiques persistantes à l'égard de la procédure d'expropriation malgré de fréquents remaniements ; les difficultés à instituer un débat démocratique pour de grands travaux qui mettent en cause l'environnement : agrandissement du port du Havre, implantation du troisième aéroport de la région parisienne... Cette

nouvelle édition, considérablement enrichie, à jour des dernières modifications législatives (loi SRU, nouveau Code des marchés) est conçue pour une double lecture rapide et pédagogique pour l'essentiel, ou approfondie grâce aux notes de bas de page et aux références jurisprudentielles volontairement abondantes. Des documents illustrent les développements. Des thèmes de réflexion et des sujets d'exercice sont proposés en fin de

chapitre. L'ouvrage, conçu pour les étudiants en droit, les candidats aux concours administratifs et les agents de la fonction publique territoriale, s'adresse aussi à tous ceux qui se destinent au barreau, au notariat, à la magistrature, ou dont l'intérêt se porte vers la construction, l'immobilier ou l'urbanisme.

*Droit administratif des biens* Dalloz

Les biens employés par l'administration sont soumis à un régime particulier et différent du droit privé. Cet ouvrage

étudie les caractéristiques particulières des biens que possède l'administration (domaine public-domaine privé), les modes d'acquisition des biens (expropriation pour cause d'utilité publique), les travaux effectués sur les biens (travaux publics).

*Droit administratif des biens* Dalloz

Le droit administratif des biens constitue l'une des branches du droit administratif. C'est un droit en pleine évolution : la volonté de faire fructifier le domaine

public, l'incidence des exigences du droit communautaire, la simplification des règles sont autant d'éléments de nature à en impulser des transformations. Cet ouvrage se veut, pour l'étudiant, un instrument de travail simple destiné à déterminer les grands principes dans les trois parties du droit administratif des biens que sont le domaine, l'expropriation et les travaux publics.

*Droit administratif des biens* LGDJ

Cet ouvrage est destiné

aux étudiants des facultés de droit ainsi qu'aux candidats aux concours administratifs. Il traite le programme de troisième année de licence : personnes publiques, domaine public, expropriation pour cause d'utilité publique, ouvrages publics, travaux publics. Il est à jour des évolutions juridiques les plus récentes, et en particulier du décret du 13 mai 2005 portant modification du Code de l'expropriation. Constitué de 30 fiches thématiques qui permettent

d'appréhender rapidement et précisément les enjeux, ce manuel offre des repères essentiels (définitions) ; des explications précises sur les thèmes fondamentaux ; des méthodologies, des exercices corrigés (commentaires, cas pratiques, dissertations) et des approfondissements (débat) ; des références bibliographiques pour approfondir une question. L'essentiel du droit administratif des biens  
Dalloz

Situé au confluent du droit public et du droit privé, le droit administratif des biens recouvre classiquement trois grandes questions : les propriétés publiques, les travaux publics et l'expropriation pour cause d'utilité publique. La réglementation de ces trois secteurs fournit à la puissance publique des instruments qui interviennent tous, à des degrés divers, dans la mise en oeuvre de sa politique de valorisation du territoire. La maîtrise du sol représente en effet

un enjeu majeur tant au plan économique et financier qu'au plan politique, social, voire culturel. Cet ouvrage est une synthèse claire, structurée et accessible du droit administratif des biens. Il en expose les connaissances indispensables et les illustre, chaque fois que cela est possible, par des exemples concrets.

### **Droit administratif des biens** Dalloz

La quinzième édition du tome 2 du Traité de droit administratif est, comme les précédentes,

exclusivement consacrée à l'exposé du droit des biens de l'administration (propriété publique, domaine public et domaine privé, expropriation et réquisition, droit des travaux public enfin) ; l'étude de la fonction publique est distinguée et exposée de façon autonome dans le tome 5 du Traité. Cette modification permet de donner toute son ampleur à cet aspect essentiel du droit public économique que constitue le droit des biens, ensemble de

matières en pleine évolution et qui sont aussi l'occasion de rouvrir quelques-uns des grands débats du droit administratif général : place et pertinence des emprunts au droit privé ; rôle exact du régime public et adéquation aux objectifs d'intérêt général poursuivis ; apports respectifs du droit écrit, de la doctrine et de la jurisprudence ; encadrement des solutions traditionnelles du droit français par les droits européens et la jurisprudence du Conseil

constitutionnel. L'étude du droit des biens de l'administration est ainsi un élément essentiel de la formation juridique générale ; et c'est pourquoi elle se situe normalement en année de licence. L'auteur a souhaité conjuguer cette approche pédagogique avec les enseignements de la pratique, les interrogations qu'elle suscite et les réflexions qu'elle appelle. La présente édition a été largement refondue pour tenir compte des interrogations et des

solutions nouvelles, après l'adoption du Code général de la propriété des personnes publiques de 2006 qui comporte, pour la première fois, une présentation écrite et cohérente de la matière au service de la gestion de leurs propriétés par les personnes publiques. La table des principaux arrêts et jugements cités au texte a été actualisée en conséquence.

*Droit administratif des biens* Lexis Nexis

Présentation de l'éditeur :  
"Le droit administratif des biens recouvre 3 grandes

questions : les propriétés publiques, les travaux publics et l'expropriation pour cause d'utilité publique. Situé au confluent du droit public et du droit privé, le droit administratif des biens recouvre classiquement trois grandes questions : les propriétés publiques, les travaux publics et l'expropriation pour cause d'utilité publique. La réglementation de ces trois secteurs fournit à la puissance publique des instruments qui interviennent tous, à des degrés divers, dans la

mise en oeuvre de sa politique de valorisation du territoire. La maîtrise du sol représente en effet un enjeu majeur tant au plan économique et financier qu'au plan politique, social, voire culturel. Cet ouvrage est une synthèse claire, structurée et accessible du droit administratif des biens. Il en expose les connaissances indispensables et les illustre, chaque fois que cela est possible, par des exemples concrets."

**Droit administratif des biens - 13e ed.**

Cet ouvrage présente sous la forme de fiches synthétiques le droit administratif des biens. Organisé en trois grandes parties : la propriété des personnes publiques, les travaux publics et l'expropriation, il aborde l'essentiel de la matière. *Les grandes décisions du droit administratif des biens*  
Droit administratif des biens. 1ère partie le statut des biens des personnes publiques. 2ème partie les opérations immobilières de droit administratif.  
**Fiches de droit**

### **administratif des biens**

La douzième édition de cet ouvrage, devenu un classique, entend rendre compte des évolutions récentes qui affectent le droit administratif des biens. L'ouvrage propose une double lecture : rapide et pédagogique pour l'essentiel, ou approfondie grâce aux notes de bas de page et aux références jurisprudentielles volontairement abondantes. Ce manuel n'est pas un « traité », mais plutôt un guide pour l'étudiant. Ainsi, la



bibliographie n'est pas exhaustive, mais chaque chapitre est accompagné de documents qui illustrent les développements, ainsi que des thèmes de réflexion et des sujets d'exercice, qui encourageront le lecteur à approfondir la matière et à s'exercer au maniement des notions nouvellement acquises. L'ouvrage, conçu pour les étudiants en droit, les candidats aux concours administratifs et les agents de la fonction publique territoriale, s'adresse aussi à tous

ceux qui se destinent au barreau, au notariat, à la magistrature, ou dont l'intérêt se porte vers la construction, l'immobilier ou l'urbanisme.

### **Cours de droit administratif des biens**

Le droit administratif des biens trouve son origine dans les textes les plus anciens de notre ordre juridique. Il n'en demeure pas moins un droit de la modernité tant il a su évoluer avec son siècle, et cela sans perdre son âme : il reste toujours marqué par la poursuite de l'intérêt général. Le droit

administratif des biens est d'abord celui du domaine public, mais également celui des travaux publics et de l'expropriation. L'ouvrage est à jour de la loi relative à la démocratie de proximité de février 2002, mais également de la loi SRU, de la loi du 11 décembre 2001 dite loi MURCEF, des modifications du Code de justice administrative et du Code des marchés publics, ainsi que des derniers développements jurisprudentiels. Il prend en compte l'incidence du droit communautaire, du

droit de la concurrence et, plus généralement, du droit économique sur les concepts fondamentaux de la matière. Le parti pris éditorial est de proposer trois niveaux de lecture. Le premier niveau permet au lecteur de maîtriser l'essentiel de la question. Il est complété, dans le même corps de texte, par des encadrés qui apportent des

compléments d'approfondissement constitués par des extraits de codes ou de textes législatifs ou réglementaires, ainsi que par de larges exemples jurisprudentiels. Le tout s'appuie sur des notes de bas de pages abondantes qui viennent ajouter des références doctrinales, jurisprudentielles et

textuelles.

### Droit administratif des biens - 2e ed.

Ce manuel de cours permet de (re)découvrir le droit administratif des biens grâce à une approche visuelle de la matière. 43 cartes mentales illustrent ainsi des notions juridiques parfois complexes à appréhender afin d'en faciliter la compréhension.